



inform CONTACT

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 31

Octobre - Décembre 2000

CGS: soutenons les syndicats de Biélorussie!

Les syndicats biélorusses continuent à subir des attaques de la part des pouvoirs. Ces derniers temps, l'Etat a entrepris des tentatives de s'ingérer dans la campagne d'élections syndicales dans le but de destituer les leaders syndicalistes indociles.

Vladimir Gontcharik, Président de la Fédération des syndicats de Biélorussie (FSB), s'est adressé à l'OIT, aux centrales syndicales nationales et internationales en demandant d'exercer une pression sur les pouvoirs en vue d'arrêter l'arbitraire à l'égard des organisations de travailleurs dans le pays.

En raison de la grave situation en Biélorussie, la Confédération générale des syndicats a rendu publique la Déclaration ci-après:

«La Confédération générale des syndicats exprime sa vive inquiétude et sa préoccupation face à l'ingérence des pouvoirs en République de Biélorussie dans les affaires internes de la Fédération des syndicats de Biélorussie et de ses organisations affiliées.

D'après la Fédération, ses comptes bancaires sont bloqués, ses responsables sont menacés de poursuites pénales; on fait pression sur les comités syndicaux de certaines entreprises pour provoquer la scission du mouvement syndical. A notre avis, cela porte atteinte aux droits et libertés syndicaux.

Les activités de la Fédération des syndicats de Biélorussie, une des plus grandes et plus prestigieuses organisations affiliées à la CGS, ont pour base la Constitution de la République de Biélorussie, la Loi «Sur les syndicats». Elles s'exercent conformément aux Conventions de l'OIT N 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical et N 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, Conventions ratifiées par la Biélorussie.

Nous sommes convaincus que le pouvoir d'Etat et les syndicats poursuivent le même objectif: transformer la Biélorussie en pays prospère. Cela n'empêche que les syndicats peuvent avoir leurs propres points de vue quant à la solution de problèmes sociaux et de travail. Avoir leur opinion, voir et défendre, en premier lieu, les intérêts du monde du travail, y parvenir par tous les moyens légitimes à leur disposition, tel est le droit inaliénable des syndicats dans un Etat démocratique.

La Confédération générale des syndicats manifeste son soutien et sa solidarité avec la FSB dans ses ambitions de protéger les intérêts des travailleurs. Elle proteste contre les actions qui bafouent les droits et les libertés syndicaux, et exprime l'espoir que les conditions pour les activités normales soient acquises en République de Biélorussie».

Biélorussie: le Congrès se prononce contre la pression sur les syndicats

C'est sous le signe de détermination de défendre son indépendance que la

Fédération des syndicats de Biélorussie a tenu son Congrès les 10-11 octobre dernier à Minsk.

Vladimir Gontcharik, Président de la FSB, a souligné dans le rapport d'activité qu'il était dans les intentions des syndicats de lutter contre les atteintes des organes d'Etat à l'indépendance syndicale. Il a vivement critiqué les pouvoirs pour «leur politique dans les rapports avec les syndicats, politique contraire aux principes de concertation sociale», pour la «pression sans précédent» exercée sur les organisations de travailleurs, pour les tentatives de diviser les syndicats sectoriels.

Il a caractérisé l'idéologie de la FSB de la manière suivante: «Les syndicats ont toutes les raisons de ne pas accepter plusieurs aspects de l'orientation socio-économique actuelle, d'insister sur l'élévation du niveau de vie, de se prononcer contre les tentatives de transformer les organisations de travailleurs en appendice muet de l'Etat».

Le Congrès a adopté trois documents principaux: les résolutions «Sur l'activité du Conseil de la FSB dans la période, écoulée depuis le 2e Congrès, et sur les tâches à remplir pour consolider les syndicats», «Sur l'unité du mouvement syndical en Biélorussie» et le Programme d'activité de la FSB dans les années 2000-2001.

Les priorités de la Fédération pour les cinq années à venir seront: la protection du droit constitutionnel au travail libre et à une rémunération décente, le soutien social des couches de la population les moins protégées. Le Congrès a mandaté la direction de la FSB pour continuer à contribuer à l'édification d'un Etat démocratique et de droit, pour promouvoir l'économie de marché socialement orientée, pour coopérer avec les organes du pouvoir public et les employeurs suivant les principes d'égalité en droits et de légalité. Estimant inadmissible l'ingérence des pouvoirs dans les affaires syndicales, le 3e Congrès de la FSB les a appelés à cesser une telle pratique et à porter plus d'attention à l'économie pour la rendre plus efficace.

Le Congrès a appelé les syndiqués à résister aux menaces et à l'intimidation, à s'opposer aux tentatives de léser les droits syndicaux, à la scission du mouvement syndical. Le Conseil de la FSB est chargé de faire le travail préparatif afin d'organiser une action nationale pour soutenir les syndicats et leurs revendications d'augmenter les salaires.

Le Congrès a réaffirmé l'intention de développer la coopération avec les unions nationales et internationales de travailleurs, notamment d'approfondir les liens avec la Confédération générale des syndicats dans le but d'augmenter l'efficacité des processus d'intégration pour élever le niveau de vie des travailleurs de la Communauté des Etats Indépendants. Il est proposé d'étudier l'éventualité et de procéder aux consultations en vue d'adhérer à la CISL.

Vladimir Gontcharik a été réélu Président de la FSB à la majorité écrasante des voix des délégués.

Géorgie: Congrès de la centrale syndicale

Le 5e Congrès ordinaire de l'Union des syndicats de Géorgie (USG) s'est tenu le 24 novembre à Tbilissi. Il a été précédé de congrès et conférences de 34 unions syndicales sectorielles et territoriales affiliées à l'USG.

Le Congrès a été convoqué dans une situation tendue et nerveuse. Avant son ouverture, les responsables de la centrale et les délégués ont subi des menaces, la pression psychologique de la part des organisations politiques, de certains ministères et des pouvoirs locaux. Cette campagne de grande ampleur avait pour objectif principal de ne pas permettre l'élection des leaders sortants de la centrale.

A l'ouverture du Congrès, Irakli Tougouchi, Président de l'USG, a présenté le rapport d'activité pour la période écoulée et les orientations principales du travail syndical ultérieur. Il a été obligé d'intervenir à plusieurs reprises au cours des débats pour

couper court aux tentatives d'empêcher le déroulement des travaux du Congrès, tentatives faites par des personnes non invitées, y compris des parlementaires, dirigeants des formations politiques du pays.

Malgré toutes ces difficultés, le Congrès a reconnu satisfaisante l'activité de la direction de la centrale. Les délégués ont adopté les Statuts, le Programme d'actions, le Règlement des unions syndicales de district et de ville et d'autres documents.

Les congressistes ont entendu le message de salutation du Président de Géorgie, ainsi que l'intervention du ministre du Travail et de la Protection sociale. Leur idée centrale était de mettre en valeur le rôle important joué par les syndicats dans la mise en place des institutions démocratiques dans le pays, la nécessité de la coopération et de la concertation sociale entre les syndicats et le gouvernement en vue d'atteindre des objectifs communs.

Choisi parmi plusieurs candidats, Irakli Tougouchi a été réélu Président de l'USG.

Des représentants de la CGS, de la CISL, de l'OIT et du Bureau Caucasiens de solidarité de l'AFL-CIO ont assisté au Congrès.

Géorgie: contre l'obscurité

La direction de l'Union des syndicats de Géorgie a débattu à une réunion spéciale la position à prendre par rapport à la hausse des prix de l'énergie électrique. Il a été noté que leur majoration de 63,5 % en 2000 avait aggravé la situation déjà difficile de la population dont la majorité ne perçoit pas les salaires et les pensions de retraite pendant des mois. La direction de la centrale a exprimé son opposition à la politique de la Commission nationale d'énergie et s'est adressée au Président de la Géorgie demandant d'arrêter la hausse des prix de l'électricité.

En raison d'absence de toute réaction du gouvernement, l'USG a mené le 11 octobre dernier une action de protestation devant

la Chancellerie d'Etat. Irakli Tougouchi, Président de l'USG, est intervenu au meeting. Il a qualifié d'inacceptable et de socialement injustifiée la politique de ladite Commission. Les manifestants ont signé une pétition de protestation et l'ont adressée au Président du pays.

Kirghizistan: pour le renforcement de l'unité et de la solidarité des syndicats

Le 19e Congrès de la Fédération des syndicats de Kirghizistan (FSK) a été convoqué à Bichkek le 29 septembre 2000.

Les délégués ont discuté du rapport d'activité de la centrale pour cinq dernières années ainsi que des problèmes du renforcement de la protection des droits des travailleurs dans les années 2000-2005. Ils ont également adopté le Programme d'actions des syndicats pour la même période. Des modifications ont été apportées aux Statuts pour consolider l'unité, améliorer la discipline financière et l'organisation des affiliés à la FSK.

Le Congrès a adopté la déclaration «Non à la baisse du niveau de vie et des minima sociaux», les appels «Pour une sécurité sociale décente», «Contre la violation de la législation du travail». Ces documents sont adressés au gouvernement et à l'Union nationale des employeurs. Le Congrès a appelé les syndiqués à soutenir l'actuel Président Askar Akaev pour renouveler son mandat.

Les délégués ont formé l'organe dirigeant de la Fédération - le Conseil, composé de 35 personnes, et ont élu un nouveau Président de la FSK, l'ancien Vice-Président Sagun Bozgounbaev.

Moldavie: Congrès de la fédération syndicale

Le 3e Congrès de la Fédération générale des syndicats de la République de Moldavie a été convoqué le 26 octobre 2000 à Chisinau.

Ion Godonoga, Président de la FGSRM, a présenté le rapport d'activité de la Fédération. Le Congrès a adopté 15 résolutions, notamment les suivantes: «Les syndicats dans les conditions d'édification en Moldavie d'une société civile», «La sécurité de l'homme en République de Moldavie et la stratégie syndicale concernant la suppression de l'inégalité sociale», «La position des syndicats quant à la protection des producteurs nationaux», «Le développement de la concertation sociale et du dialogue». D'autres documents traitent des questions de la protection des syndiqués, de la politique des cadres, de la formation syndicale, du travail avec les jeunes et les femmes, de la politique d'information, etc.

Le Congrès a adopté «la Déclaration sur la situation socio-politique dans le pays» et l'Appel des délégués à l'occasion de la décennie du Centre national des syndicats indépendants.

Le Congrès a décidé de changer de nom de la centrale qui s'appellera dorénavant la Confédération des syndicats de la République de Moldavie (CSRM).

Sont institués le Conseil de la Confédération et le Comité exécutif de la CSRM, Ion Godonoga est réélu Président de la centrale.

Petru Lucinschi, Président du pays, le Président du parlement et le Premier ministre ont participé aux travaux du Congrès et y sont intervenus.

Russie: victoire importante des syndicats

Face aux syndicats, le gouvernement a perdu la bataille pour l'opinion publique, telle est la conclusion qu'on peut faire suite à la décision, prise par la Douma le 19 décembre dernier, sur le report pour 2001 des débats concernant le projet de nouveau Code du travail.

Le Code actuel, en vigueur depuis 30 ans, est tombé en désuétude, si bien que le

gouvernement a établi son projet de Code. En ce moment, trois autres projets alternatifs sont soumis à la Douma. Un d'eux, élaboré par le groupe syndical à la Douma avec la participation de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), est devenu le projet favori. C'était autour de celui-ci et du projet gouvernemental que s'est déclenchée une vraie bataille.

Le projet du gouvernement, surnommé le «Code des malheurs humains», contient des dispositions discriminatoires: élargissement de la pratique des contrats de travail à durée déterminée, autorisation de travailler jusqu'à 12 heures par jour sans payer les heures supplémentaires, élargissement des raisons pour licencier les travailleurs sans accord du syndicat, absence du mécanisme de protection contre les arriérés de salaires. Les garanties pour les femmes travailleuses sont sensiblement diminuées. Selon Valéry Saïkine, président du Comité parlementaire du travail et de la politique sociale, le projet gouvernemental réduit les rapports de partenariat social entre le salarié et l'employeur au mode de rapports «maître-valet».

Les syndicats se voient privés de moyens pour défendre les travailleurs. On supprime les normes obligeant les employeurs à contribuer aux activités des syndicats. Quant aux décisions administratives sur les questions de travail, les consultations se substituent à l'accord du comité syndical, l'obligation de négocier et d'appliquer les conventions collectives n'est pas prévue.

Cette tentative gouvernementale pour priver législativement les travailleurs de plusieurs garanties sociales a provoqué une vague d'indignation dans le pays. La FNPR s'est adressée à ses affiliés les appelant à la mobilisation générale pour s'opposer à l'adoption par la Douma du projet gouvernemental de Code du travail. A l'initiative de la centrale et sous sa direction, les 14 - 19 décembre, des actions générales de protestation ont été menées sous les slogans: «Pour la version syndicale du Code du travail. Non au projet du gouvernement».

Depuis plusieurs années, la Russie n'a pas connu de telles campagnes de protestation de masse et bien accentuées. Des meetings et manifestations, suivis par 500 000 personnes, se sont déroulés dans 69 régions du pays. En outre, les syndicats ont entrepris une vraie attaque psychologique sur les parlementaires, ayant fait envoyer à chacun d'eux des dizaines voire des centaines de lettres et de télégrammes, demandant de prendre pour base la version syndicale du Code.

Finalement, presque tous les parlementaires à la Douma se sont prononcés contre le projet gouvernemental, même les députés de la droite qui soutenaient traditionnellement toutes les décisions en faveur des employeurs. Le Premier ministre Mikhaïl Kassianov a été obligé de demander au parlement de reporter à 2001 les débats sur le Code. Une commission mixte de conciliation sera formée de représentants de la Douma, du gouvernement et des syndicats.

Russie: priorités des syndicats de Moscou

L'analyse des activités syndicales dans de nouvelles conditions socio-économiques pour la période de 1996 à 2000 et les tâches des syndicats pour les cinq prochaines années ont fait l'objet de la conférence ordinaire de la Fédération des syndicats de Moscou. Elle a tenu ses assises le 30 novembre dernier en présence de 297 délégués mandatés par trois millions de syndiqués.

Faisant le bilan des cinq dernières années, Mikhaïl Nagaïtsev, Président de la Fédération, a souligné que les actions des syndicats moscovites étaient concentrées sur le paiement des arriérés de salaires, leurs versements réguliers, sur la lutte pour la rémunération décente du travail, contre le chômage de masse, sur le respect de la législation du travail, la sécurité sociale des travailleurs.

Il y a eu quelques changements positifs. Le chômage à Moscou a diminué de moitié, et

ne touche à présent que 0,65 % des actifs. Youri Loujkov, maire de Moscou, a fait état d'une croissance considérable de la production: 8,2 % en 1999 et 13,2 % au cours de dix premiers mois de l'an 2000. Pour la même période, le salaire moyen a augmenté de 47 %, il a sensiblement devancé la montée des prix. Dans le secteur public, les retards de paiement des salaires ne sont plus constatés.

Au cours de cinq années écoulées, les services juridiques syndicaux ont rétabli les droits violés de 9520 salariés, ces derniers ayant touché 3 200 000 roubles (114 000 dollars US) d'indemnités. Chaque année, 400 000 enfants et adolescents séjournent dans les colonies de vacances. Près de 1000 nouveaux syndicats de base sont organisés dans la capitale.

Les délégués ont décidé d'en finir avec l'écart entre le salaire moyen des femmes et celui des hommes qui atteint 30 % dans certaines entreprises, de supprimer les disproportions salariales dans la santé publique, de soutenir la production nationale. Ces objectifs constituent les priorités pour les syndicats de Moscou. Les tentatives d'ingérence des organes d'Etat dans les affaires syndicales, notamment dans les finances, ainsi que l'arbitraire des firmes multinationales dans leurs fiefs en Russie ont suscité de vives critiques.

La Conférence a adopté le «Message aux syndicats de Russie, à la FNPR» dans lequel elle appelle à profiter des préparatifs au 4e Congrès de la FNPR pour élaborer une politique de développement du syndicalisme en Russie qui assurerait aux syndicats l'influence réelle sur l'évolution de la société. Il est proposé de réformer les structures syndicales afin qu'elles répondent mieux aux changements dans les institutions de l'Etat. Le premier pas dans cette voie pourrait être fait en organisant des actions sous le slogan «Les syndicats des branches similaires, unissez-vous!». Il faut opposer à la politique antisyndicale des multinationales l'union des efforts avec les centrales syndicales internationales selon le principe: «La mondialisation de la

solidarité syndicale doit s'opposer à la mondialisation de l'économie».

Dans d'autres messages et dans les résolutions, les délégués ont demandé à adopter le projet syndical de Code du travail, une loi sur le salaire minimum, à appliquer des sanctions pour le retard de paiement des salaires. La Conférence a exigé aux pouvoirs de maintenir la sécurité sociale obligatoire en faveur de tous les salariés. Les syndicats de Moscou sont résolus de faire annuler la contribution sociale généralisée.

La Conférence a réélu Mikhaïl Nagaïtsev Président de la Fédération.

Russie: paralysie de la santé publique?

D'année en année, le prestige du travailleur de la santé tombe en Russie en raison d'un salaire de misère égal à celui d'un ouvrier manoeuvre. Au premier semestre de l'année 2000, le salaire moyen mensuel dans le secteur s'est chiffré à 1245 roubles (44 dollars US). Le financement de la santé toujours déficitaire est pour beaucoup dans ce processus négatif. La part des moyens, affectés au secteur, n'excède pas 2 % du produit national brut. L'usure des équipements et installations à 80-90 %, l'absence des médicaments les plus élémentaires rend impossible la prestation aux malades des soins qualifiés dans des hôpitaux.

Dans un avenir proche, il sera impossible de pourvoir les établissements de santé en cadres qualifiés à cause de la fuite des spécialistes. Les promus des écoles supérieures de médecine préfèrent travailler ailleurs.

La Conférence nationale du Syndicat des travailleurs de la santé de Russie, tenue à Moscou le 8 décembre 2000, s'est penchée sur les problèmes du secteur.

Ce n'étaient pas les médecins qui présidaient aux destinées de la médecine, a constaté la Conférence, mais plutôt les gros richards, les dirigeants du pays qui ne

voulaient pas tourner les yeux vers le secteur. Les participants à la Conférence ont spécifié que la réduction du rôle de la santé publique constituait un facteur important de la crise démographique en Russie. Les dix dernières années, l'espérance de vie chez les hommes a diminué de sept ans, et de quatre ans - chez les femmes.

Le Syndicat s'est adressé au Président, au gouvernement et à la Douma en demandant d'augmenter de deux fois et demi les dépenses pour la santé publique, de payer sans délai les arriérés de salaires, de porter les plus bas salaires au niveau du minimum vital, d'améliorer le régime d'assurance-vieillesse, d'accélérer l'adoption de la loi sur la santé publique.

La Conférence a décidé de déposer un préavis de grève dans tous les établissements du secteur. Elle a constitué un comité chargé de préparer les actions revendicatives nationales.

Russie: la Douma contre «McDonald's»

La compagnie multinationale «McDonald's», connue dans des milieux syndicaux pour sa réputation scandaleuse en raison de son caractère farouchement antisyndical, est restée fidèle à elle-même en Russie.

Une situation de conflit s'est créée à «McDonald's» de Moscou à la suite de la crise financière survenue en août 1998. L'entreprise a voulu échapper aux difficultés financières sur le dos de son personnel. Cela a poussé les salariés à constituer un syndicat.

En ce moment-là, l'administration de «Moscou-McDonald's» a montré son mépris le plus total pour la législation russe, la dureté dans son intention de couper court à l'organisation des syndicats. Les syndiqués sont devenus l'objet des poursuites: réprimandes, blâmes, privation de primes, dénigrement, menaces, conseil de quitter le travail. Et inversement, toute sorte d'encouragement et d'avantages pour les salariés qui n'ont pas adhéré ou se sont retirés du syndicat. L'administration a rejeté

la revendication syndicale sur les négociations collectives. Aucun résultat n'a été donné par l'intervention du syndicat du commerce de la ville ni du procureur d'arrondissement en vue d'établir le dialogue entre le syndicat et l'administration.

Les violations des droits des salariés chez «Moscou-McDonald's» sont devenues si arrogantes qu'une réunion de la Commission parlementaire des conflits de travail a été convoquée pour examiner la situation.

Après avoir constaté «des faits de violation des droits de citoyens à s'organiser en syndicat», la Commission a prescrit à la direction de «McDonald's» d'entamer dans un délai d'une semaine des négociations avec le comité syndical en vue de parvenir à une convention collective. Il est proposé à l'Inspection fédérale du travail d'effectuer conjointement avec des organes syndicaux le contrôle de toutes les entreprises «McDonald's» en Russie. Le contrôle d'application des lois régulant les rapports de travail doit se terminer avant le 15 février 2001.

Ukraine: dialogue entre les syndicats et le gouvernement

Les hauts responsables de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU) se sont entretenus avec Viktor Youschenko, Premier ministre du pays, et quelques membres du gouvernement. L'entretien franc et loyal a porté sur la protection sociale de la population.

Alexandre Stoyan, Président de la FSU, a informé les interlocuteurs des problèmes qui préoccupaient les syndicats. Notamment, il a parlé des emplois et de la rémunération du travail, les deux causes principales de la tension sociale en Ukraine. Il n'y a que 12 à 13 millions de personnes sur 18,5 millions d'actifs qui ont du travail à temps plein. Tous les ans, 500 000 personnes grossissent les rangs de chômeurs. L'État ne garantit même pas des emplois aux spécialistes formés par les

établissements d'enseignement supérieur selon sa demande. Le programme de création d'emplois n'existe pas.

D'après la FSU, la rémunération du travail est déplorable. Plus de la moitié des salariés sont rémunérés au-dessous du minimum vital. Les engagements sur la majoration des salaires, prévus par l'Accord général, ne sont pas tenus, la question de paiement des arriérés de salaires n'est pas résolue.

Tenant compte du caractère constructif de l'entretien et des assurances du Premier ministre que les revendications de la FSU seraient examinées attentivement, les responsables de la Fédération ont décidé de suspendre les préparatifs à l'action générale de protestation prévue cette année.

Ukraine: action «casseroles vides»

En frappant sur des casseroles vides avec des cuillères, les retraités de Simféropol (capitale de Crimée) ont exprimé leur protestation contre les réformes économiques en cours en Ukraine.

Le relèvement de 30 % des loyers et charges a déclenché l'action. Cette décision, ont déclaré les manifestants, «a démontré, une nouvelle fois, la détermination des pouvoirs de résoudre les problèmes aux frais de la population aux ressources modestes». La résolution, adoptée par les retraités, souligne que «l'amputation des programmes sociaux prouve la faillite de la politique économique des pouvoirs». Le document dit, entre autres, que Simféropol, où la mortalité est cinq fois (!) plus forte que la natalité, est en train de se dépeupler comme l'Ukraine entière dont la population a perdu trois millions de personnes pendant les années de réformes.

Les retraités ont demandé aux députés du parlement de Crimée d'annuler l'arrêté gouvernemental sur l'augmentation des loyers. Il s'agissait également de porter le SMIG à 270 hrivnas (50 dollars US), la pension de retraite - à 118 hrivnas par mois, de cesser d'augmenter les prix du pain et du sucre.

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, ET AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE
18 SEPTEMBRE 1997.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE,
DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE, DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 39 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE. A ÉTÉ SIGNÉ UN ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE LA CGS ET LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS D'AZERBAÏDJAN.**

**LE NOMBRE TOTAL D'ADHÉRENTS REGROUPÉS AU SEIN DES ORGANISATIONS DE LA CGS
EST DE 100 MILLIONS DE PERSONNES.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET C'EST LE COMITÉ EXÉCUTIF QUI L'EST ENTRE LES DEUX CONGRÈS.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

VLADIMIR SCHERBAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En
outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site
Internet: www.vkp.ru